SIX MOIS APRÈS SA NOMINATION AU POSTE DE PREMIER MINISTRE

Sellal sur un champ de mines

Fin de la période de grâce pour le Premier ministre. A la tête de l'exécutif depuis plus de six mois, Abdelmalek Sellal tente d'imposer son style. Sa décontraction affichée résistera-t-elle à l'épreuve du terrain ? Au défi récurrent de la croissance économique, aux conflits sociaux qui s'annoncent, le Premier ministre devra faire face à la montée de la contestation dans le sud du pays. Une épreuve de plus pour Sellal qui avait, dès son installation, tenté d'insuffler une dynamique nouvelle.

Nawal Imès Alger (Le Soir) - Du pragmatisme et un discours à la limite du populisme. Depuis qu'il a succédé à Ouyahia, Abdelmalek Sellal tente d'imposer un nouveau mode de gouvernance, bannissant les discours rébarbatifs, leur préférant une certaine proximité. Il avait entamé son mandat en affichant sa volonté de s'attaquer à la bureaucratie, de rétablir la notion de secteur public et d'assainir le climat des affaires. Au final, beaucoup de promesses et quelques mesures.

En décembre dernier, il donnait un coup de pied dans la fourmilière en instruisant les banques de fluidifier le système bancaire, de simplifier les procédures d'ouverture des comptes bancaires et de faciliter l'octroi et la levée des crédits bancaires au profit des entreprises. Objectif : rendre le climat des affaires plus attractif.

La tâche s'avère cependant ardue, en témoigne le dernier rapport Doing Business de la Banque mondiale qui classait l'Algérie à la 152e place, quasiment à la dernière place en ce qui concerne la facilité de lancement d'une entreprise, l'accès au crédit, l'obtention d'un permis de construire et les procédures liées au commerce extérieur. C'est dire que la tâche est ardue et que l'héritage de plusieurs décennies ne pourrait être effacé par de simples instructions.

Sur le terrain social, les défis sont aussi grands. Plusieurs dossiers sont encore en suspens aussi bien dans la Fonction publique que dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Les syndicats continuent de brandir des plateformes de revendications non satisfaites. Si les syndicats de la santé, par exemple, applaudissent la célérité avec laquelle le Premier ministre s'est emparé des dossiers, ils attendent la concrétisation des promesses par des textes répondant à leurs doléances.

Le Premier ministre a pu également vérifier qu'en matière de communication, les traditions sont depuis longtemps établies et qu'il est difficile de les chambouler. En première ligne après l'attaque de Tiguentourine, le Premier ministre a dû expliquer, justifier les choix de l'Algérie face à un parterre de journalistes locaux et étrangers. Le ton particulièrement décontracté qu'il avait alors adopté avait laissé dubitatif. Conservera-t-il longtemps cette attitude plutôt détachée face à ce qui semble être l'un des premiers tests sérieux auquel il fait face, à savoir la contestation qui prend de l'ampleur dans le sud du pays. Depuis Illizi, le Premier ministre affirmait que des parties aiguisaient les tensions dans le sud du pays. La tension est cependant bien réelle. La problématique de l'emploi a réveillé la fibre contestataire chez les chômeurs dans plusieurs villes du sud du pays.

Photo : Samir Sid

Sellal face à de grands défis.

Face aux actions de contestation qui prennent de l'ampleur, le Premier ministre a pris une décision inédite dans les annales : des mesures spécifiques pour l'emploi dans le Sud sont désormais en vigueur. Les entreprises activant dans les régions du sud du pays devront à l'avenir accorder la priorité dans leur recrutement à la main-d'œuvre locale. Il a été également décidé d'accorder des crédits sans intérêts aux jeunes promoteurs et aux chômeurs de ces régions pour leur permettre de créer des microentreprises.

Des mesures spécifiques qui n'ont pas apaisé la colère des milliers de jeunes qui se sont rassemblés à Ouargla pour dire leur colère d'être écartés du marché du travail.

Sellal sera aujourd'hui à Béchar, où la problématique de l'emploi sera certainement posée avec en toile de fond de véritables enjeux politiques. Les risques de clivage entre le sud et le nord du pays inquiètent au plus haut lieu.

Le gouvernement Sellal est particulièrement attendu sur cette question si sensible dans un contexte marqué par une instabilité dans le Sahel et les tentations d'instrumentalisation des mouvements de contestation.

Le Premier ministre subit un test de taille au moment même où les révélations sur des affaires de corruption éclaboussent de hauts cadres, le tout sur fond de révision de la Constitution, mettant un terme définitif à la période de grâce.

N. I.

CE QU'ILS PENSENT DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT

SI AFFIF ABDELHAMID (FLN) :

«La tâche de Sellal n'est pas facile»

«Ce qui est apparent et patent est que Abdelmalek Sellal de par son expérience et sa parfaite connaissance du terrain et des affaires du pays a immédiatement engagé des actions, et ce, en dépit de beaucoup de contraintes liées, d'une part, au retard enregistré dans plusieurs secteurs en relation directe avec les citoyens et, d'autre part, du fait de l'absence de coordination entre les différents secteurs. Cette épreuve de coordination n'est pas facile, car je suppose qu'un Premier ministre souhaite choisir son équipe. Depuis sa désignation à la tête de l'exécutif, Sellal s'est attelé à redynamiser et à relancer les secteurs stratégiques pour redonner confiance aux citoyens qui commençaient à désespérer. J'avoue que c'est une tâche qui n'est pas facile. C'est pour cela qu'il a besoin de soutien pour impulser sa stratégie et surtout pour ne pas se discréditer.»

SALHI CHAWKI :

«La continuité d'une politique d'impuissance»

«Sellal, c'est la continuité d'une politique d'impuissance nationale marquée par une revue à la baisse du patriotisme économique de 2008, sous la pression du Printemps de l'OTAN que les diplomates occidentaux continuent de fructifier. La loi sur les hydrocarbures, si peu nationale, est amendée au bénéfice des compagnies étrangères. La règle du 49/51, édictée à l'origine pour tempérer le retour des multinationales, devient une méthode pour privatiser le secteur public. On offre des facilités au patronat qui contribue si peu aux caisses de l'Etat et qui reste centré sur l'importation. Mais on déloge les vendeurs de rue. L'informel n'est toléré, et exonéré d'impôts, qu'à l'échelle du container. On multiplie les emplois précaires qui boostent les statistiques mais qui accroissent la marginalisation, la désespérance et le chômage ressenti. On encourage l'esclavage salarié du privé. Pourquoi ne pas investir l'immense fortune de l'Etat dans des entreprises publiques productives qui procurent des emplois décents. A un an des présidentielles, alors que les lutte sociales sont toujours aussi importantes, un sentiment d'impuissance, un vide de perspectives s'est installé.»

●●●

CROISSANCE,

Ce que la DG du FMI

Sans vouloir remettre en cause globalement la politique actuelle menée par Abdelmalek Sellal, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) en appelle, cependant, à une réorientation des politiques sociales, à lier les augmentations de salaires à la productivité et à leur impact inflationniste, à rendre le climat d'affaires davantage attractif aux investissements…

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «L'Algérie a l'occasion de créer sa propre réussite», a déclaré jeudi dernier à la Résidence El Mithak, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI).

En présence notamment du gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, de représentants de l'establishment économique et universitaire national, Mme Christine Lagarde a estimé que cette réussite est possible, certes, mais à des conditions.

L'économie algérienne, «très robuste»

Possible, dans la mesure où l'économie algérienne, dans un contexte international «fragile», est pourtant «très robuste», dira-t-elle, avec une croissance de l'ordre de 3,5% en 2013. Selon la DG du FMI, l'Algérie enregistre de «bons résultats financiers réalisés grâce à une politique macroéconomique avisée et une gestion prudente des réserves de change». Mais aussi, notera Mme Lagarde, dans le cadre d'une action publique importante, une supervision bancaire «excellente» de la Banque d'Algérie et au regard d'une «décision judicieuse» d'(avoir) créé le Fonds de régulation des recettes (FRR). A ce propos, Mme Lagarde, qui recommande de «continuer à épargner pour les générations futures», a estimé que «l'Algérie sait exploiter de manière sage ses réserves financières». Comme l'Algérie bénéficie, selon elle, du «dividende» qu'est sa force active, sa jeunesse.

Ne pas crier «victoire» avec 10% de chômage

Pour autant, et une appréciation qu'elle a partagée, laisse-t-elle entendre, avec le président de la République et le Premier ministre qui l'ont reçue en audience la veille et l'avant-veille, cette réussite reste conditionnée par une diversification de l'économie.

Certes, Christine Lagarde s'est refusée à toute remise en cause globale, directe des choix de l'équipe Abdelmalek Sellal, tant jeudi dernier lors d'une conférence sur le thème «Développement et défis économiques au niveau mondial, régional et en Algérie» que la veille lors d'une conférence de presse. Ainsi, la responsable du FMI constate que l'économie algérienne reste trop dépendante des hydrocarbures, celles-ci ne contribuant qu'à 2% de la création d'emplois.

Comme le chômage qui a baissé à 10% ne peut justifier de «crier victoire», assure la patronne du FMI d'autant qu'il reste encore élevé notamment chez les jeunes (plus de 20%), sans omettre le chômage des femmes.

Une autre politique de croissance s'impose

D'où la nécessité d'une politique autre à même de stimuler davantage la croissance, de manière davantage «inclusive» et qui protège les populations les plus vulnérables. Il s'agit de diversifier les sources de cette croissance et de réduire la dépendance aux hydrocarbures qui représentent près de 40% de la richesse nationale et 98% des recettes, constituant un facteur de «déséquilibre», voire de risque à cause des fluctuations de prix. Et ce, en impliquant davantage le secteur privé, de manière «ardue» et «à côté» du secteur public, d'autant que ce dernier ne peut suffire seul en matière de financements et d'investissements et que «yed ouahda ma tsaffek» (une seule main ne peut pas applaudir), dira Mme Lagarde. Ce qui implique également d'œuvrer à améliorer le climat d'affaires, la DG du FMI en appelant notamment à le rendre davantage attractif aux investissements privés, libéré des contraintes bureaucratiques. L'on incite ainsi à lever les restrictions sur les IDE, faciliter l'acte d'entreprendre, faciliter l'accès aux services bancaires et financiers, voire à adopter une politique fiscale «plus souple» pour traiter la problématique de l'informel.

Les politiques sociales doivent être «réorientées»

Mais c'est dans le domaine de la politique monétaire et sociale que le discours de Mme Lagarde, préoccupée par la forte pression inflationniste (8,9% en 2012 quoique baissière à 7,8% en début 2013), s'est voulu surtout différent. Certes, la DG du FMI estime que l'objectif d'atteindre les taux de 5% et 4% d'inflation escomptés respectivement par le Fonds et par l'Algérie «ne sera pas facile à atteindre».